

## Violations à grande échelle des droits des travailleurs/euses (26.10.11)

**Bruxelles, le 26 octobre 2011 (CSI en ligne): Plus d'un quart des pays représentés à la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, qui s'est tenue à Perth cette semaine, ne garantissent pas aux travailleurs/euses les droits fondamentaux du travail, a déclaré l'ACTU aujourd'hui.**

La présidente de l'ACTU, Ged Kearney, a signalé qu'une étude menée par le Groupe syndical du Commonwealth révèle la violation des droits des travailleurs dans l'ensemble du Commonwealth, dont les pires atteintes sont actuellement commises aux îles Fidji et au Swaziland.

Le Groupe syndical du Commonwealth, représentant plus de 30 millions de travailleurs dans 50 pays, appelle la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth à suspendre le Swaziland en raison des violations massives des droits démocratiques, à demander aux Nations unies d'arrêter d'utiliser des soldats fidjiens comme forces de maintien de la paix dans le monde entier, et à condamner le décret sur les industries essentielles de la dictature militaire des îles Fidji, pays qui a déjà été suspendu.

« Les droits des travailleurs sont des droits humains. En leur absence, les personnes ne peuvent défendre leurs libertés économiques et politiques. Ils sont aussi essentiels à une société démocratique qu'au syndicalisme libre », a indiqué Ged Kearney.

« Bien que le Commonwealth se targue d'être une organisation promouvant la démocratie et les droits humains, cette étude démontre que nombre de pays ont failli à leur tâche dans la mesure où 14 pays n'ont pas ratifié l'ensemble des huit Conventions fondamentales de l'OIT ».

« Dans la région du Pacifique, la dictature non élue aux Fidji impose des restrictions draconiennes aux droits des travailleurs et tente de supprimer les syndicats sur les lieux de travail. Il devient de plus en plus dangereux pour les travailleurs aux Fidji de défendre leurs droits et nous avons besoin d'une pression internationale accrue pour empêcher une plus grande érosion des droits constitutionnels aux Fidji ».

Ged Kearney a signalé que d'autres pays du Commonwealth n'avaient pas non plus protégé les droits des travailleurs.

« L'Inde n'a pas ratifié les conventions relatives au travail des enfants ni les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective », a ajouté Ged Kearney.

« Il est choquant de constater que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada n'ont pas ratifié l'une des deux conventions sur le travail des enfants ».

« En Malaisie, le gouvernement cherche à supprimer le droit des travailleurs de s'affilier à un syndicat en classant un plus grand nombre de travailleurs comme indépendants ou contractants. Dans d'autres pays, notamment au Malawi et au Zimbabwe, les responsables syndicaux sont victimes de persécution et de violence par le gouvernement ».

Simone McGurk, secrétaire de la centrale syndicale dans l'Australie occidentale, UnionsWA, précise que les dirigeants de la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth doivent suivre les recommandations du Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth si le Commonwealth veut survivre.

« Il est opportun que les propres conseillers de la Réunion des chefs de gouvernement affirment

qu'ils doivent aborder la question des droits humains si le Commonwealth veut conserver sa pertinence », a signalé Mme McGurk.

« Les droits syndicaux sont essentiels à une société vivante et active. Nous appelons le Commonwealth à garantir que les travailleurs/euses soient adéquatement représenté(e)s dans tous les pays membres », a-t-elle ajouté.

Mme Kearney et Mme McGurk assisteront à une conférence de presse au Commonwealth Media Centre au centre d'expositions et de congrès de Perth, à 10h00 ce mercredi, réunissant des dirigeants syndicaux luttant contre les pires cas de répression au Commonwealth.

Des syndicalistes d'Australie, d'Inde, de la Nouvelle-Zélande, des Fidji, du Swaziland, de la Malaisie, du Zimbabwe, du Malawi et du Royaume-Uni assisteront également au Forum des peuples du Commonwealth et seront disponibles pour toute interview.

Notes du rédacteur:

- Daniel Urai, président du Fiji Trades Union Congress, a été arrêté en août pour avoir organisé une réunion soi-disant illégale avec des membres syndicaux dans le seul État membre du Commonwealth suspendu en raison de la dictature militaire, qui s'inscrit dans une politique de répression croissante, prévoyant notamment un nouveau décret sur les industries essentielles qui interdit les grèves et la négociation collective dans les secteurs de l'énergie, des médias, des finances et du transport aérien;
- Mduduzi Gina, secrétaire général de la Swaziland Federation of Trade Unions. Au Swaziland, les syndicalistes et les opposants politiques à la dernière monarchie féodale en Afrique sont régulièrement arrêtés, battus et se voient interdits de manifester – notamment le syndicaliste Sipho Jele, qui est décédé dans des circonstances suspectes en garde à vue;
- Abdul Halim bin Mansor, secrétaire général du Malaysian Trade Union Congress. Les syndicats en Malaisie sont confrontés à une nouvelle loi visant à supprimer les droits des travailleurs en déguisant la relation de travail de sorte à les considérer comme indépendants ou sous-traitants;
- Mme Vimbai Zinyama, agent parlementaire, du Zimbabwe Congress of Trade Unions. Le Zimbabwe a quitté le Commonwealth après avoir été suspendu et les syndicalistes continuent de faire l'objet de harcèlement par les forces en faveur de Mugabe; et
- Chinguwo Paliani, responsable des recherches du Malawi Trades Union Congress. Au Malawi, les manifestants, notamment les syndicalistes, ont récemment été violemment agressés par les services de sécurité.